

République Française
Département des Alpes-Maritimes

MAIRIE DE GUILLAUMES – 06470

Délibération n° 9

Séance du

Samedi 18 mars 2023**Objet : Modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Guillaumes : définition des modalités de mise à disposition du dossier.**

L'an deux mille vingt-trois et le dix-huit mars, à dix-sept heures, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Monsieur le Maire

Date de la convocation	Date d'affichage	Vote
11/03/2023	11/03/2023	Unanimité
Nombre de membres en exercice	Nombre de membres qui ont pris part à la délibération	Secrétaire de séance
15	12	Béatrice GENIN

Présents : Jean-Paul DAVID, Béatrice GENIN, Jacques LAUGIER, Alain BRES, Jean-Marc GIORDANENGO, Noëlle FRANCOIS, Bernard GRAILLE, Justine PRATICO Danièle ROBLIN, Jérôme ROUBIN.

Benoît VIANI pouvoir à Béatrice GENIN

Claudia GONOD pouvoir à Jacques LAUGIER

Absents Excusés : Julie FERRARI, Cécilia MONGE, Rémi PHILIP,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,**Vu** l'ordonnance n° 2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification et modification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme,**Vu** le décret n° 2013-142 du 14 février 2013 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2012-11 du 5 janvier 2012,**Vu** le code de l'urbanisme en vigueur et notamment ses articles L.153-40, L. 153-45, L. 153-46, L. 153-47, L. 153-48, L.153-1, L. 151-1,**Vu** le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 13 septembre 2019,**Vu** l'arrêté n°04-2023 du Maire de Guillaumes en date du 18 janvier 2023 engageant la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Guillaumes,**Considérant** qu'il est à ce jour nécessaire de lancer une procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme portant sur la rectification d'erreurs matérielles concernant le règlement écrit et sur la mise à jour des servitudes d'utilité publique.**Considérant** qu'il peut être fait usage de cette procédure dans la mesure où il n'est pas porté atteinte à l'économie générale du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), que la modification n'a pas pour effet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, ou une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels et ne comporte pas de graves risques de nuisance.**Considérant** que les modifications envisagées ne correspondent pas aux cas visés par l'article L. 153-41 du code de l'urbanisme nécessitant la mise en œuvre d'une modification de droit commun.

**Le conseil municipal à l'unanimité**

Article 1 : DECIDE que le dossier sur le projet de la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Guillaumes sera mis à disposition du public à compter du 11 avril 2023 au 13 mai 2023 inclus, pour une durée de trente jours.

Article 2 : DEFINIT, conformément à l'article L. 153-47 du Code de l'urbanisme, les modalités de mise à disposition du projet de modification simplifiée :

- Le dossier de modification simplifiée (comprenant les éventuels avis des personnes publiques associées), ainsi qu'un registre d'observations, seront mis à disposition du public en Mairie, pendant une durée d'un mois, : du mardi au samedi de 10h00 à 12h00 ; le mardi après midi de 14h00 à 16h00
 - o Mairie de Guillaumes – Place Napoléon III, 06470 Guillaumes
- Toute personne pourra également s'exprimer durant cette même période, par courrier adressé à l'adresse suivante :
 - o Mairie de Guillaumes
Service de l'urbanisme
Place Napoléon III, 06470 Guillaumes
- Un avis précisant l'objet de la modification simplifiée, le lieu, les jours et heures où le public pourra consulter le dossier et formuler ses observations, sera publié au moins huit jours avant le début de la mise à disposition au public, en caractères apparents, dans un journal diffusé dans le département et affiché en Mairie ainsi que sur le site internet de la commune, dans le même délai et pendant toute la durée de la mise à disposition.
- Pendant toute la durée de la mise à disposition du public, le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées pourront également être consultés sur le site internet de la commune de Guillaumes, à l'adresse suivante :

<https://www.guillaumes.fr/>

Article 3 : DIT que le dossier mis à la disposition du public est constitué des pièces suivantes :

- Un registre de concertation,
- Une note de présentation sur le projet de modification simplifiée exposant les motifs,
- Un règlement écrit

République Française
Département des Alpes-Maritimes

MAIRIE DE GUILLAUMES – 06470

- Des annexes
- Des pièces administratives
- Le cas échéant les avis des PPA

Article 4 : DIT que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois.

Article 5 : PRECISE qu'à l'issue de la mise à disposition du public, Monsieur Le Maire en présente le bilan devant le conseil municipal, qui en délibère et adopte par délibération motivée le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public.

Article 6 : Monsieur Le Maire ou son représentant sont autorisés à effectuer toutes les formalités administratives, techniques ou financières, nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à signer tout document utile à cet effet.

Article 7 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Fait et délibéré à Guillaumes,
les jours mois et an que dessus.

Le Maire,
Pour le Maire empêché
La 1^{ère} Adjointe

Jean-Paul DAVID.



Pour copie certifiée conforme, délibération télétransmise à la Préfecture des Alpes-Maritimes le :

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif ou d'un recours gracieux auprès de la Commune ou d'un recours hiérarchique auprès du Préfet, étant précisé que ces derniers disposent alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nice dans un délai de deux mois.